

# Quel avenir pour le printemps des peuples arabes ?

17 février 2012



**Les révolutions dans le monde arabe sont mues par des ressorts communs, souvent anciens :**

**La précarité des jeunes générations est l'un des moteurs des contestations. Les pays arabes comptent 60% d'habitants de moins de 25 ans.** Si la plupart de ces pays ont réussi leur **transition démographique**, des analystes tels Youssef Courbage et Emmanuel Todd (**Le rendez-vous des civilisations** – Seuil, 2007), ont souligné que les effets de cette évolution ne se feraient sentir qu'au milieu de la décennie 2010. Selon la Banque mondiale, au cours de cette décennie, le Maroc a besoin de créer 400.000 emplois en 10 ans, l'Algérie 450.000, la Tunisie 300.000. **Les politiques d'éducation**, particulièrement volontaristes, notamment en Tunisie, ont été parfois des machines à créer du chômage, en l'absence de formations professionnelles adaptées. Ce n'est pas par hasard que le vent de la révolte ait commencé en Tunisie, pays qui connaît le plus fort niveau d'éducation. Il y avait là **les ingrédients d'une explosion sociale** en raison des difficultés d'absorber les jeunes diplômés dans le monde du travail. A cela **s'ajoutait le mal-être** de ces jeunes générations, tentées soit par l'extrémisme, soit par le départ vers l'autre rive de la Méditerranée et, finalement la jeunesse a fait le choix de la révolte et du soulèvement.

**Le rejet de la corruption** a été aussi l'un des moteurs des mouvements. En Tunisie, c'est un système de prédation davantage que de corruption qui s'était développé. Les premiers slogans des manifestants visaient les familles (Trabelsi en Tunisie, fils de Moubarak, Makhlouf en Syrie) à la tête de véritables **cartels** à dimension parfois mafieuse. Ghassan Salamé a bien analysé ce phénomène commun à plusieurs pays arabes, qu'il qualifie de « **régimes patrimoniaux** ». L'Etat lui-même est inscrit dans le patrimoine des familles régnantes, monarchiques ou républicaines.

**Plusieurs régimes arabes du Maghreb et du Machrek ont été confrontés à des crises de légitimité et / ou de succession.** C'est le cas de la Tunisie, de l'Egypte, du Yémen où les régimes sont devenus illégitimes du fait du renouvellement à l'infini des mandats présidentiels, du trucage systématique des élections et, de ce fait, d'une participation très minoritaire d'électeurs ; s'ajoutaient des perspectives, de successions contestées par les fils (Egypte, Yémen, Libye), la famille (Tunisie) ou par les fratries (Arabie saoudite).

**Autre ressort, la dégradation des économies des pays non producteurs de pétrole ;** ces pays ont affiché des taux de croissance du PIB autour de 5% en moyenne dans les années 2000, il s'est ralenti durant la crise de 2008 (3% en Tunisie) et, dans le même temps, les investissements endogènes et directs étrangers ont baissé, accentuant la crise économique et le pouvoir d'achat des classes moyennes. Des analystes économiques estiment que **sans la corruption et le système de prédation**, la Tunisie aurait pu connaître entre 1 et 2% de croissance supplémentaire, ce qui aurait permis de mieux absorber le chômage.

Le **développement des réseaux sociaux** (Facebook, Twitter), impossibles à contrôler dans des économies de plus en plus ouvertes, a été un facteur majeur de la contagion interne à chaque pays puis externe d'un pays à l'autre par l'échange d'expérience. Se sont ainsi constitués des *fora virtuels* qui ont permis des déplacements en masse sur les grandes places publiques (phénomènes de la Kasba et Tahrir).. Il ne faut toutefois pas tomber dans le « **cyber utopisme** », les révolutions arabes n'ayant pas été engendrées par les réseaux sociaux, qui en ont seulement accéléré le processus. **Al-Jazira**, véritable ciment des révoltes arabes, a été parfois de parti pris, de manière très claire s'agissant de la Tunisie, de l'Égypte, le Yémen, Libye, mais nécessairement plus prudent concernant les pays du Golfe

### **Premières leçons à tirer du printemps des peuples arabes.**

**Pas d'exception arabe.** Le monde arabe ne pouvait échapper à des bouleversements qui ont conduit à la chute du Mur de Berlin à l'éclatement de l'Empire soviétique et au renversement des dictatures en Amérique latine.

**Nature des mouvements : s'agit-il de révolutions ou de révoltes débouchant sur des transitions démocratiques ? Deux cas de figure selon les pays. On balance entre rupture et continuité.** On le voit s'agissant de **l'Égypte** (continuité du fait du rôle dominant de l'institution militaire, du maintien de ses privilèges) et de la **Tunisie** (rupture) avec la mise à l'écart progressif des apparatchiks du régime, la dissolution du RCD et surtout l'élection prochaine d'une constituante. Dans le cas de la **Libye**, la rupture avec le système totalement baroque sera encore plus évidente, car tout est à construire en matière de structures étatiques.

Quelque soient les aléas des transitions en cours, le retour vers des états despotiques dirigés par des autocrates, semble peu probable. C'est donc sans doute la **fin annoncée des successions à caractère monarchique des républiques** (Égypte, Syrie, Yémen et Libye) **et probablement des gérontocraties**, et aussi des **leaders charismatiques et providentiels**, des Zaims, Guides de la révolution, pères de la nation etc. **Les sociétés s'émancipent du moule patriarcale.** Les sociétés arabes ont profondément évolué et sont confrontées à une plus grande autonomie de l'individu. Cette mutation provoque une transformation du modèle familial et du modèle communautaire.

Les mouvements de révolte qui expriment une demande vers des régimes pluralistes et démocratiques affirment un **double non : ni Etat despotique, ni Etat théologique**. A souligner aussi la **dimension éthique et morale** des mouvements, le slogan qui s'impose, à côté de la revendication de la liberté et de la démocratie, étant la **restitution de la dignité** (Karama) ; « de sujets nous sommes devenus des citoyens », proclament certains manifestants. En Tunisie « **Révolution de la dignité** » s'impose par rapport à l'appellation née en France de « Révolution du jasmin ». **Le thème de la laïcité** brandi par certaines franges des sociétés arabes les plus imprégnées de culture occidentale a été vivement contesté par les différentes mouvances islamistes, même les plus modérées. En effet, la laïcité est assimilée à la fois à l'athéisme et à l'occidentalisme : « Vous laïcs vous êtes disqualifiés parce que vous êtes des occidentaux » pour les islamistes, plus particulièrement en Orient, ce sont les dictatures qui ont imposé des formes de régime laïc.

**Les formations islamiques** (qualificatif préférable à « islamistes ») n'ont pas été acteurs des révoltes, mais les ont accompagnés avec efficacité, grâce à leur **grande capacité de mobilisation et d'organisation**. Face aux formations libérales ou progressistes, les mouvances islamiques, parées de la légitimité que leur confère l'oppression subie par les régimes, sont apparues comme **le recours**. Cette **victimisation** leur a valu une large part du succès électoral de Ennahda en Tunisie et en Égypte (bientôt en Libye au Yémen et en Syrie) **Le succès net d'Ennahda, répond à une triple motivation** des électeurs : volonté d'instaurer un nouvel ordre social et moral ; vote de reconnaissance au parti qui a le plus souffert de la répression ; attachement à la culture arabo musulmane, sans exigence de

retour aux fondamentaux de la charia. **Rached Ghannouchi, le leader de ce mouvement, tient un discours plus identitaire que religieux**, appuyant sur la justice sociale, les valeurs de la famille, la lutte contre la corruption, en tout cas en phase avec une société tunisienne conservatrice. **Ce vote protestataire**, consacre en quelque sorte la **rupture avec l'ancien système**. **Au Maroc, le PJD** déjà présent à l'Assemblée nationale, porté par le printemps arabe, a renoncé à s'autolimiter (syndrome algérien). Le paysage politique dans les pays qui se sont débarrassés des dictatures, sera marqué par une forte présence des formations islamiques, que l'ont devrait dénommer « islamo-conservateur » sans être majoritaire, ce qui les amènera à former des coalitions, même en Egypte, les Frères musulmans se refusant de s'allier aux salafistes.

**On a été surpris par l'émergence des salafistes qui représentent la mouvance radicale ;** Etymologiquement, le salafisme fait référence aux pères fondateurs de l'islam dont il faut imiter le mode de vie y compris vestimentaire et prône une stricte observation des préceptes de la sharia. Ce courant représenté au 18ème siècle, par Ibn Abdelwahhab, fondateur du wahhabisme, exclut toute innovation et interprétation ouverte des textes sacrés ( Ijtihad ). De quiétistes les salafistes ont progressivement évolué vers le radicalisme et le jihadisme ; Al Zawahiri, le leader d'AlQaida était un salafiste égyptien. Le score des salafistes en Egypte à travers le parti Annour( 25%) en fait une force concurrente des « Frères », perçus comme un parti de l'ordre, proche de l'appareil militaire. En Tunisie les salafistes n'ont pas été autorisés à constituer un parti, mais s'expriment par la violence. Au total, on constate un décalage entre les aspirations de ceux qui ont initié et conduit les révolutions et les résultats sortis des urnes ; **Le peuple de la révolution n'est pas le peuple des élections.**

**Les leaders islamiques en Tunisie en Egypte et en Syrie cherchent à rassurer** en évoquant le modèle turc de l'AKP, sur lequel ils réfléchissaient déjà depuis quelques années. Les partis islamiques seront prochainement mis à l'épreuve de leur participation au pouvoir plus qu'à la prise de pouvoir. Ils ne peuvent plus prétendre à la représentation exclusive de la société. **Le printemps arabe a signifié la mort politique d'Al-Qaïda** qui avait déjà progressivement perdu ses appuis dans les opinions arabes. Ces mouvements peuvent être analysés comme favorisant la **réhabilitation du politique au sein des sociétés, focalisées sur des enjeux externes**. On se libère des imprécations contre l'ennemi extérieur, principalement Israël et les Etats-Unis. La mobilisation **par les régimes** autour de grandes causes mythiques, du panarabisme, du panislamisme, du complot sioniste ou impérialiste ne fonctionne plus ; **on le constater en Syrie, au cœur du nationalisme arabe. Les foules célèbrent une forme de patriotisme (présence des drapeaux nationaux)** et on assiste à un retour de l'Etat- nation. **Les sociétés civiles à travers les réseaux sociaux, les associations des Droits de l'Homme ont montré leur capacité de réaction face aux dérives des mouvements islamiques ou en Tunisie (s'agissant des violences commises par des salafistes) ou en Egypte (face à l'appareil militaire et même aux frères musulmans considérés comme un parti de l'ordre).**

**Les recompositions géostratégiques dans le monde arabe.**

**Au Maghreb :**

Le vent du changement venu de Tunisie souffle davantage à l'Est. **En Algérie**, la contestation a ses limites sous le double effet du caractère hétérogène de la société et du souvenir de la guerre civile. Il faut parier sur l'après Bouteflika. **Au Maroc**, la monarchie n'est pas contestée et le Roi a repris l'initiative, mais il devra aller au-delà en luttant contre la corruption. **La Libye**, ou tout est à construire dans un pays aux structures très tribalisées, connaîtra une longue période d'instabilité. Le meilleur scénario serait peut-être le retour à un Etat fédéral (problème de la répartition des ressources pétrolières).

Trois des quatre pays du Maghreb auront des gouvernements conduits par des formations islamiques. Des élections libres en Algérie devraient conduire au même schéma, sans une mouvance radicale sur le modèle du FIS ;

Le retour de la stabilité au Maghreb permettrait la **relance de la construction maghrébine** (coût du non-Maghreb évalué par le cercle des économistes). Les bouleversements intervenus sur la rive sud de la Méditerranée, imposera une **refondation du projet méditerranéen** et notamment de l'UPM ; **Il faudra partir des objectifs politiques** avant de se pencher sur les mécanismes institutionnels. Un projet méditerranéen ambitieux devra être tourné vers les nouveaux acteurs, en particulier la jeunesse et les sociétés civiles

#### **Au Proche-Orient :**

**Une fois la stabilité retrouvée l'Egypte va-t-elle retrouver son rôle stratégique régional**, alors que ces dernières décennies Le Caire avait perdu son autonomie d'action et ses marges de manœuvre, tant elle était dépendante de la politique américaine. Par exemple premières approches pour normaliser les relations avec l'Iran. La réconciliation inter palestinienne Fatah-Hamas et la réouverture de Rafah marquent un retour sur la scène régionale de l'Egypte, qui tout en se démarquant des Etats unis et d'Israël, ne remettra pas en cause l'essentiel, c'est-à-dire l'accord de paix. **L'armée veille pour que ne soient pas dépassées certaines lignes rouges**. Importance de la revitalisation du poids régional de l'Egypte, lorsque l'on constate que les trois principales puissances dans la région, Israël, Iran, Turquie, ne sont pas arabes.

**Le régime syrien** qui a fait le choix suicidaire de la répression face à la contestation, est menacé à moyen terme en raison de son incapacité à se réformer après un an de contestation. Le temps où aucun des acteurs régionaux ou internationaux ne souhaitait la déstabilisation d'Al-Assad, de crainte des effets de contagion dans la région, est dépassé. A ce stade, on n'a pas constaté de faille au sein du régime malgré les défections dans l'armée. Les trois non au recours aux armes, au confessionnalisme et à une intervention étrangère, proclamés par l'opposition, sont progressivement remis en cause. D'ores et déjà une partie de la rébellion mène des actions armées. Par contre, il n'a pas à ce stade de confrontations interconfessionnelles qui feraient le jeu du régime. Le scénario du changement qui se dessine verrait, en accord avec une partie du système alaouite, une mise à l'écart de Bachar El-Assad et son clan. C'est l'objet du plan de la ligue arabe. Le recours à l'ONU à l'initiative des pays arabes marque une internationalisation du conflit, excluant toutefois un recours à la force armée en raison des perspectives des vétos russe et chinois du conseil de sécurité. Quel avenir de la Syrie, de l'après Assad ? Probablement montée en puissance de la communauté sunnite majoritaire, moins imprégnée par les mouvances islamiques que l'Egypte. C'est sans doute le pays arabe le plus sécularisé Quelle attitude de la Turquie ? Tentation de se protéger en créant une zone tampon pour protéger les populations civiles ou une zone d'exclusion aérienne. **L'avenir des printemps arabes se joue en Syrie.**

On assiste à une **revitalisation de la ligue arabe**, timide sur la question libyenne, et engagée dans le dossier syrien. Elle est due essentiellement à la montée en puissance au sein de cette instance des pays du Golfe dont le Qatar, qui a été « le meneur du jeu ». La suspension de la Syrie de la Ligue arabe, suivie de l'adoption de sanctions économiques, puis le recours à l'ONU, montrent la détermination des pays arabes de gérer la crise syrienne et pour les pays du Golfe permet de marginaliser le seul allié de l'Iran dans la région. Il n'en reste pas moins que le consensus au sein de la ligue arabe est fragile car certains de ses membres sont réservés sur l'activisme des pays du Golfe notamment concernant l'envoi de casques bleus en Syrie. Par contre sous l'impulsion de son secrétaire général M. Larabi, la ligue arabe pourrait aussi se saisir du dossier du conflit israélo palestinien pour élaborer des résolutions au conseil de sécurité.

**Le conflit israélo-palestinien évoluera en 2012 dans un contexte peu favorable** à des perspectives de paix, tant pour des raisons internes aux protagonistes que du fait de l'environnement régional et international. Le dernier cycle des « rencontres exploratoires » israélo-palestiniennes à Amman, sous l'égide du quartette, s'est achevé fin janvier sur un échec annoncé, tant les positions sur la colonisation et les frontières de 1967, sont à ce stade irréconciliables. **Faute de perspectives**, l'année sera marquée par de nouvelles tensions israélo-palestiniennes qui pourraient déboucher sur des **troubles en Cisjordanie et une escalade armée à Gaza**.

**Les échéances internes en Israël et dans les territoires pèseront.** Des élections anticipées en Israël sont probables (le mandat de Netanyahu arrive à son terme fin 2013) qui favoriseraient la coalition actuelle. Le Premier ministre sera facilement reconduit avant la présidentielle aux Etats-Unis, ce qui le mettra en mesure, fort d'une légitimité renforcée, de mieux résister aux pressions d'un Obama réélu. Le nouvel accord de réconciliation inter palestinien, conclu début février, sous l'égide du Qatar, prévoit la formation d'un gouvernement de coalition nationale présidé par Mahmoud Abbas.. Les divisions internes au Hamas (rivalités entre le bureau politique qui s'installe au Caire et les dirigeants de Gaza plus radicaux), ainsi qu'au sein du Fatah, risquent de retarder l'application de l'accord. Les élections législatives et présidentielles annoncées pour mai sont donc incertaines et probablement repoussées à l'automne

**Sur le plan régional**, le prolongement probable de la crise syrienne, pourrait provoquer des tensions au Liban sans exclure une nouvelle confrontation armée avec l'Etat hébreux. **La stratégie de Netanyahu consistera à dramatiser l'enjeu nucléaire iranien** pour atténuer les pressions internationales sur la question palestinienne. Dans cette année électorale aux Etats-Unis, l'administration se limitera à presser les Palestiniens de reprendre les négociations directes, tandis que les Européens auront du mal à surmonter leurs divisions pour adopter une position commune.

**Mahmoud Abbas hésite sur la poursuite de sa stratégie**, amorcée à la mi 2011 avec succès, visant à élargir le nombre des pays reconnaissant la Palestine (130 à ce jour) et obtenir son admission à l'ONU et à ses agences (en septembre, la Palestine a été admise à l'UNESCO). Si elle était confirmée, il s'agirait bien d'un **changement de cap** qui part du constat de l'échec répété des négociations bilatérales pour s'orienter vers **une approche multilatérale**. Concernant l'admission de la Palestine dans les instances onusiennes, l'Autorité palestinienne hésite entre **deux options**, soit son intégration comme Etat non membre par un vote de l'Assemblée générale, largement assuré, soit l'adhésion successive à plusieurs institutions spécialisées (OMS, OMC, etc.).

**La question est de savoir si le président palestinien sera en mesure de résister aux pressions américaines.** Washington est déterminé à écartier la perspective d'admission de la Palestine comme Etat non membre, qui permettrait à l'Autorité palestinienne d'adhérer à la Cour pénale internationale et de la saisir. D'ores et déjà, Tel-Aviv a menacé les Palestiniens de mesures de rétorsions (renforcement de la colonisation, interruption du versement des droits et taxes des produits importés...). S'il devait y renoncer, **Mahmoud Abbas perdrait le crédit engrangé au cours des derniers mois**.

**L'approche du dossier devra tenir compte des bouleversements dans les pays arabes**, notamment en Egypte où se met en place un régime moins accommodant avec Israël et les Etats-Unis, dominé par les Frères musulmans proches du Hamas, dont il constitue la matrice. (A noter toutefois que ceux-ci semblent exercer une influence modératrice sur la direction politique du Hamas). Si l'Europe est divisée sur la question de la reconnaissance de l'Etat palestinien, elle se rassemble de plus en plus pour critiquer la colonisation et la situation faite aux populations palestiniennes à Gaza, en Cisjordanie et en Israël même (minorité arabe palestinienne de 20%). Des rapports des représentations diplomatiques européennes à Jérusalem et à Tel-Aviv ont souligné que la politique israélienne mettait en cause la viabilité du futur Etat palestinien.

**La question israélo-palestinienne conserve sa centralité et occupera largement les agendas diplomatiques de 2012.**

**Le nouveau Proche-Orient ne sera pas façonné en tout état de cause par la république islamiste iranienne**, qui n'a pas vocation à devenir la super puissance régionale. L'effondrement du régime

syrien portera un coup à Téhéran dans la mesure où ce pays était le seul point d'appui dans le monde arabe et constituait le relais nécessaire avec le Hezbollah. L'Iran n'est pas un modèle politique. Il ne faut pas croire à la **chimère géo politique du Croissant ou de l'arc chiite** qui rassemblerait l'Iran, l'Irak, la Syrie et le Hezbollah ; Les relations des mouvements chiites irakiens avec Téhéran, relèvent plus de considérations politiques que d'affinités religieuses. Le Premier ministre irakien construit son pouvoir sur l'exaltation du nationalisme irakien (Irakiyya) Il en va de même avec la Syrie qui a noué une alliance stratégique ; L'arc chiite est brandi comme un épouvantail par les monarchies sunnites auquel sont sensibles les occidentaux. Les contestataires à Bahreïn qui expriment des revendications sociales et politiques ont pris leurs distances avec Téhéran

**Par contre, montée en puissance du rôle de la Turquie** qui apparaît comme un modèle alliant démocratie et succès économique. Il s'agit de la seule grande économie émergente. L'AKP, parti islamique réformiste, apparaît comme la référence pour d'autres mouvements, les Frères musulmans en Egypte et au-delà en Jordanie, et le parti tunisien Ennahda. Ce sont les jeunes générations qui poussent à une évolution vers le modèle turc. Longtemps plate-forme avancée de l'occident, la Turquie aura de plus en plus tendance de se poser en porte-parole d'un monde arabe et musulman en voie de transformation et de médiateur dans les différentes crises régionales On parle **d'ambition néo-ottomane de la diplomatie turque.**

**Les pays du Golfe**, membres du CCG, se sont organisés avec efficacité pour contenir la contestation et ont ainsi manifesté une solidarité de corps entre régimes princiers. Des réformes viendront à leur rythme dans tous ces pays, y compris l'Arabie saoudite, appuyées par une forte mobilisation de la rente pétrolière.

### **L'Europe face au printemps des peuples arabes**

**Les dirigeants européens** ont donné l'impression dans un premier temps d'être plus à l'aise avec le statu quo qu'avec le mouvement et l'histoire en marche. L'Europe est apparue davantage préoccupée par la stabilité et la sécurité que par l'instauration de régimes démocratiques. **L'occident n'a pas su saisir la dimension autonome des révoltes arabes** qui s'est approprié les valeurs universelles, de démocratie, de justice etc. On a retrouvé le **discours néo orientaliste**, simplificateur, dénoncé par Edouard Saïd, qui s'appuie sur des catégories et des paramètres obsolètes, (exemple : La démocratie incompatible avec l'islam, le monde arabe pas prêt pour la démocratie l'exception arabe). **Le monde arabe devra désormais être compris par le biais des valeurs universelles**, qu'elles se sont appropriées, sans intervention extérieure. Il faudra se séparer du discours européen, de la mission civilisatrice de l'Europe, pas éloignée du discours évangéliste ou d'une forme de prosélytisme démocratique. Bref comme l'affirme H. Védrine, **L'occident n'a plus le monopole de l'Histoire.**

**Politiques, éditorialistes, intellectuels furent nombreux à tenir un discours anxiogène** pour agiter le spectre de la montée en puissance de l'islamisme radical et s'inquiéter des flux migratoires, annoncés parfois comme des tsunamis humains. On s'enferme dans une stratégie de verrouillage des frontières, alors que les chiffres montrent que l'on a dramatisé à l'excès. La Tunisie a dû gérer des flux considérables de réfugiés venus de Libye, dans la dignité et la solidarité. Que pèsent les quelques 20 000 migrants arrivés en Europe par rapport aux 200 000 réfugiés accueillis à la frontière tuniso-libyenne

**Il faut changer notre regard sur le monde arabe proclamait récemment Alain Juppé**, car trop longtemps, nous avons brandi le prétexte de la menace islamiste pour justifier une certaine complaisance à l'égard de régimes autocrates. Un dialogue sans complexe doit être engagé avec les

courants islamiques. En contradiction avec cette proclamation, les déclarations françaises annonçant des lignes rouges à ne pas dépasser, adressaient un message de défiance aux formations islamiques

\*\*\*

**D'autres chapitres du printemps des peuples arabes sont à écrire.** Les transitions démocratiques seront des processus longs, qui ne s'arrêteront pas à la chute des tyrans. Le mouvement vers plus de démocratie, d'état de droit, de pluralisme est inéluctable, même si rien n'est acquis. L'année 2012 sera un test pour l'aptitude des islamistes à gouverner au Maroc, en Tunisie, en Egypte, plus tard en Libye. Ce sont les sociétés civiles à travers les associations, les réseaux sociaux qui veilleront, comme on l'a vu en Tunisie pour réagir aux dérives et aux tentations autoritaires. Plus aucun pouvoir n'est immune par rapport à la contestation et à cette prise d'initiative des sociétés. **Le premier test est la Tunisie** nouvelle, qui vient d'entrer dans la deuxième étape de sa transition et qui a une obligation de réussite pour elle-même et pour les autres pays arabes.